

ORGANISATION DE
COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUES



*Ministro per la pubblica
amministrazione e l'innovazione*

Vers la reprise et le partenariat avec les citoyens :
L'appel en faveur d'une
d'une administration
innovante et ouverte

15 novembre 2010
Isola di San Giorgio Maggiore | Venise

COMMUNIQUÉ

Réunion ministérielle du Comité de la
Gouvernance publique de l'OCDE

Contexte

Depuis notre réunion ministérielle de Rotterdam de 2005, sur le thème du renforcement de la confiance dans les pouvoirs publics, le monde a traversé une profonde crise financière et économique. À un moment où les perspectives économiques restent caractérisées par leur incertitude, améliorer la productivité du secteur public est manifestement crucial pour la reprise économique. Il faut pour cela innover dans la gouvernance, la gestion publique et la prestation des services publics. Les technologies de l'information et de la communication peuvent grandement y contribuer. La confiance, qui demeure l'objectif primordial, doit s'appuyer sur l'ouverture, l'intégrité et la transparence.

Dans ce contexte, nous, ministres de l'OCDE et nos homologues d'Afrique du Sud, du Brésil, d'Égypte, d'Estonie, du Maroc, de Russie et d'Ukraine, réunis à Venise en novembre 2010, reconnaissent toute l'importance de certains principes clés, notamment œuvrer à un secteur public efficient et soucieux de la performance, fournir avec plus d'efficacité et d'efficacités des services publics de meilleure qualité et promouvoir une administration ouverte et transparente.

Les ministres reconnaissent qu'il est important de :

Donner l'impulsion

Notre détermination politique, notre impulsion et les comptes que nous rendons sont essentiels pour décider quand, où et comment nos gouvernements peuvent renforcer leurs capacités stratégiques et promouvoir dans le secteur public l'innovation et la coordination. De nouvelles méthodes de travail et de nouvelles compétences seront nécessaires pour tirer pleinement parti des possibilités technologiques. Elles sont tout aussi importantes pour établir des partenariats avec les citoyens, la société civile (y compris les partenaires sociaux) et les entreprises afin de créer une dynamique de changement et de pouvoir mieux empêcher une crise à l'avenir.

Favoriser l'efficacité et l'efficacités par l'innovation dans le secteur public

Promouvoir un environnement propice à l'innovation est crucial pour mettre en place sans coût supplémentaire un secteur public dynamique axé sur la performance et une plus forte productivité. Cela signifie qu'il faudra utiliser au maximum les nouvelles technologies, simplifier et introduire plus de visibilité pour les citoyens et pour les entreprises, empêcher la corruption et développer le capital humain. Les incitations, les nouveaux outils de diffusion des initiatives les plus fructueuses et l'élimination des obstacles administratifs sont autant d'éléments déterminants pour promouvoir un nouvel environnement. Le secteur public pourrait également s'appuyer sur l'expertise et la créativité du secteur privé et du secteur associatif. Un large échange électronique d'information au-delà des limites et découpages administratifs est crucial pour promouvoir l'innovation et réduire les fardeaux administratifs.

Mettre en avant l'ouverture, l'intégrité et la transparence

Une administration ouverte peut contribuer à renforcer la confiance et à assurer le soutien indispensable en faveur des réformes. Pour une administration ouverte et transparente, il est fondamental que nous nous engagions davantage à l'égard des citoyens et de la société civile. Une administration ouverte conduit également à un engagement plus direct et plus efficace à l'égard des citoyens, de la société civile et des entreprises. Réaffirmer les valeurs fondamentales du secteur public aidera à améliorer sa performance.

Se préparer aux défis futurs

Le secteur public doit avoir une attitude prospective, faire preuve de souplesse et se préparer aux défis futurs. Il doit être doté des capacités nécessaires pour déterminer et évaluer ces défis, changer d'orientation stratégique et répartir en conséquence les ressources humaines et financières.

Orientations ministérielles à l'intention de l'OCDE

Nous invitons l'OCDE et son Comité de la gouvernance publique à soutenir nos efforts en menant les actions suivantes :

Fournir des données probantes sur la performance des administrations

L'OCDE devrait continuer de rassembler des données, de procéder à des analyses comparatives et d'établir des indicateurs de performance et d'innovation dans le secteur public, afin de mieux nous éclairer sur la manière dont les politiques, les pratiques et les dispositifs de gouvernance publique contribuent à de meilleurs résultats économiques.

Faire en sorte que le secteur public soit plus efficient, plus efficace et plus innovant

L'OCDE devrait évaluer les grands défis et les principales contraintes auxquels les gouvernements se trouvent actuellement confrontés ou le seront à l'avenir, et elle devrait aussi proposer des démarches novatrices pour un secteur public plus efficient, plus efficace et très performant, avec pour objectif d'identifier les meilleures pratiques. Elle devrait tirer les leçons de l'expérience des pays et, chaque fois que possible, définir des orientations pour les principaux vecteurs de souplesse et de performance, notamment : a) l'administration électronique et l'utilisation des nouvelles technologies ; b) la gestion des ressources humaines et le capital humain ; c) la budgétisation et la dépense publique ; d) l'allègement des formalités et la simplification administrative ; e) les partenariats avec les citoyens, la société civile et le secteur privé ; et f) la mise au point de cadres d'évaluation pour mesurer l'efficacité des initiatives des pouvoirs publics.

Formuler des conseils pour renforcer la confiance, l'ouverture et l'intégrité

S'appuyant sur l'expérience acquise, l'OCDE devrait donner des conseils pour renforcer l'intégrité, préserver l'intérêt public et assurer l'égalité des chances pour le secteur privé. Elle devrait définir des orientations en vue d'une prise de décision dans le secteur public qui soit plus ouverte et plus transparente, en soulignant comment améliorer et renforcer la participation des citoyens. Elle devrait à cet égard étudier les possibilités et les limites des nouvelles technologies et contribuer à la diffusion d'instruments de gestion des relations avec le secteur privé.

Contribuer à une démarche administrative intégrée par la coordination stratégique et la mise en cohérence des politiques

L'OCDE devrait nous aider à développer nos capacités stratégiques de coordination et d'anticipation en favorisant un dialogue à haut niveau entre pairs sur les politiques à suivre et en déterminant les défis communs et les solutions communes à partir d'études par pays. Elle devrait établir des cadres complets d'analyse des politiques et des pratiques de gouvernance publique dans une perspective pluridisciplinaire. L'un des éléments clés de ces cadres devrait être la coordination à assurer entre les ministères et les différents niveaux d'administration.

L'Initiative de Venise pour le dialogue avec les organisations de la société civile

L'engagement de Venise en faveur d'une administration abordable et efficace souligne la détermination des pouvoirs publics à fournir des services publics de qualité, tout en traitant résolument les pressions budgétaires et en consolidant la reprise économique. Les ministres sont convenus que la poursuite du dialogue entre États sur les moyens de garantir une administration efficace, efficiente et abordable devait rester l'une des priorités du programme de travail du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE. Dans ce contexte, les ministres invitent l'OCDE à explorer les possibilités de dialogue avec les organisations de la société civile sur la formulation de bonnes pratiques en matière de réforme du secteur public. Ce dialogue permettrait un échange sur les défis, opportunités et modalités de mise en œuvre des réformes du secteur public, en période de pressions budgétaires, ainsi que sur la recherche des moteurs d'une croissance durable.

Promouvoir une bonne gouvernance publique dans le monde entier

Dans l'intérêt d'une plus large égalisation des chances pour les entreprises, pour l'investissement et pour la mobilité des individus, l'OCDE devrait servir de forum pour le dialogue mondial avec les économies non membres et examiner les moyens de renforcer et d'améliorer la gouvernance publique. Il faudra pour cela poursuivre les partenariats actuels, par exemple avec les pays de l'engagement renforcé ou dans le cadre des programmes régionaux tels que ceux concernant la région MENA et les pays d'Amérique latine. Ces travaux appuieront également la coopération avec les pays à bas revenu et les pays en situation de post-conflit.

Nous sommes convenus en outre que pour mettre en œuvre le changement dans le secteur public, il faudra procéder à un étroit suivi et analyser minutieusement les progrès réalisés, par exemple au moyen d'indicateurs de performance. Nous invitons l'OCDE à nous informer régulièrement à ce sujet.

